

DÉLIBÉRATION n° 2026-40-2
Portant approbation du Règlement de la Commission
CVEC
(Statuts et règlements)

Point inscrit à l'ordre du jour n°7a

Conseil d'administration du 07 mai 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment ses L.711-1, L.712-6-1-I, L.713-1 et L.713-3 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion mis à jour le 02 mai 2025 ;
Vu l'avis de la Commission de la formation et de la vie universitaire en date du 21 avril 2026 ;
Vu l'avis de la Commission des statuts et du règlement intérieur en date du 22 avril 2026 ;
Vu l'avis du Comité social d'administration d'établissement en date du 24 avril 2026 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **approuvent le Règlement de la Commission CVEC, (Contribution de vie étudiante et de campus).**

Le Règlement est annexé.

Résultats du vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				26		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention(s)	2

Fait à Saint-Denis, le **07 mai 2026**



Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le **20 MAI 2026**
Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **20 MAI 2026**

Règlement commission CVEC

Université de La Réunion

Vu :

- le Code de l'éducation, notamment son article L. 841-5 et ses articles D. 841-2 et suivants ;
- le décret n° 2019-205 du 19 mars 2019 relatif à la programmation et au suivi des actions financées par la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) ;
- la circulaire n° ESRS1905871C du 21 mars 2019 relative à la programmation et au suivi des actions financées par la CVEC ;
- la circulaire du 23 mars 2022 relative à l'engagement, à l'encouragement et au soutien aux initiatives étudiantes.

TITRE I - MISSIONS, ATTRIBUTIONS ET THÉMATIQUES FINANCÉES

Article 1 - Rôle de la Commission

La Commission CVEC est l'instance préparatoire de l'Université de La Réunion chargée de structurer la politique de vie étudiante et de campus.

En application du deuxième alinéa de l'article D. 841-9 du Code de l'éducation, elle a pour missions de :

- Élaborer la programmation annuelle et pluriannuelle des fonds de la CVEC, soumise pour avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) puis au vote du Conseil d'Administration (CA).
- Examiner le rapport annuel d'exécution avant sa présentation à la CFVU et au CA.
- Étudier et émettre un avis sur les projets portés par les services et composantes.

Article 2 - Thématiques d'intervention éligibles

Le produit de la CVEC, réparti par la Commission, est exclusivement destiné à financer des actions bénéficiant aux étudiants dans les domaines suivants :

1.. La santé et l'accompagnement social :

Prévention et éducation à la santé : actions d'information et de sensibilisation (santé mentale, addictions, santé sexuelle, nutrition, sommeil).

Accès aux soins : renforcement des moyens du Service de Santé Étudiante (SSE), développement de consultations spécifiques (psychologues, etc.).

Lutte contre la précarité : dispositifs de solidarité (distributions alimentaires, lutte contre la précarité menstruelle, aides matérielles et numériques).

Inclusion : actions spécifiques pour l'accompagnement et l'amélioration du quotidien des étudiants en situation de handicap.

2. Le sport et le bien-être physique :

Développement des pratiques : diversification de l'offre sportive (nouvelles disciplines, sport de plein air, handisport, sport-santé).

Équipements : achat de matériel ou aménagement d'infrastructures sportives en libre accès ou encadrées sur les campus.

Événementiel : soutien à l'organisation de tournois, de journées sportives inter-campus et promotion des valeurs du sport.

3. L'art, la culture et la culture scientifique :

Pratique artistique : développement d'ateliers et de stages de création (musique, théâtre, arts visuels, éloquence) encadrés par des professionnels.

Création et diffusion : soutien à la création étudiante, organisation de festivals, concerts, expositions et événements culturels au cœur des campus.

Accès à la culture : partenariats avec les structures culturelles du territoire (mise en place de billetteries solidaires, tarifs préférentiels).

Médiation et culture scientifique : organisation d'actions de vulgarisation, d'expositions, de conférences, de débats et d'événements favorisant le partage des savoirs et la découverte scientifique pour l'ensemble de la communauté étudiante.

4. L'accueil, l'amélioration du cadre de vie et l'animation de campus :

Aménagement des espaces : création ou rénovation d'espaces de convivialité, de détente, de travail en groupe (coworking) ou d'équipements extérieurs favorisant la sociabilisation.

Intégration : actions d'accueil des primo-entrants et des étudiants internationaux (journées d'intégration, parrainage, tutorat par les pairs, découverte du territoire).

Engagement et citoyenneté : soutien aux actions de prévention et de lutte contre les discriminations, le racisme, le harcèlement et les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS).

Transition écologique : projets favorisant le développement durable sur les campus (mobilité douce, biodiversité, sensibilisation à l'éco-responsabilité, circuits courts).

TITRE II - COMPOSITION DE LA COMMISSION CVEC

Article 3 - Représentation et répartition des sièges

La Commission est composée de manière à garantir une parité stricte entre les étudiants et les représentants de l'établissement. Les représentants étudiants doivent représenter au minimum 50 % des membres ayant voix délibérative.

La commission est présidée par le Vice-Président Formation et Vie Universitaire et se compose de :

- Le Collège étudiant (50% des voix) : 12 membres dont
 - Le Vice-Président Étudiant (VPE).
- 11 représentants étudiants dont la répartition par sites, composantes et/ou collèges est arrêtée sur proposition du VPE dans le respect de la représentation la plus équilibrée possible des publics et des campus.
- Le Collège de l'Établissement :
 - Le Vice-président Formation et Vie Universitaire (VP FVU).
 - La Direction Générale des Services (DGS) représentée par la Direction Générale des Services Adjointe en charge des études et de la vie étudiante
 - 1 représentant de La Direction des Affaires Financières (DAF).
 - 1 représentant de la Direction de la Vie Etudiante (DVE)
 - 4 représentants des services communs : Service de Santé Etudiante (SSE), Service Universitaire arts cultures et médiation scientifique, Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives (SUAPS) et Service Commun de Documentation (SCD).
- Les Partenaires institutionnels :
 - 1 représentant du CROUS.
 - 1 représentant du Rectorat.

Article 4 – les membres à voix consultatives

En fonction des thématiques inscrites à l'ordre du jour, Le Président de la commission peut convier toute personne ressource ou expert, interne ou externe à l'Université, dont l'éclairage est jugé utile pour l'examen d'un dossier (techniciens, experts associatifs, représentants des collectivités territoriales, représentants des établissements partenaires etc.).

Ces personnes participent aux débats à titre consultatif et ne prennent pas part aux votes, afin de préserver la stricte parité de l'instance.

Article 5 - Quorum

La commission peut délibérer valablement lorsque la majorité des membres ayant voix délibérative est présente ou représentée et composée d'au moins 51 % de membres étudiants.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés ayant voix délibérative. En cas d'égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

En cas d'absence, un membre ayant voix délibérative peut se faire représenter par un autre membre de la commission au moyen d'une procuration écrite. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations lors d'une même séance.

Article 6 – Secrétariat

Les travaux de la commission sont assurés par un secrétariat au sein de la Direction de la Vie Etudiante (DVE).

TITRE III - PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE ET DÉLÉGATION DE GESTION

Article 7 - Principes de répartition de la contribution

Lors de sa programmation, la Commission s'assure impérativement, en application de l'article D. 841-11 du Code de l'éducation, que :

- Au moins 15 % du produit total de la CVEC perçu soit affecté au Service de Santé Étudiante (SSE).
- Au moins 30 % du produit total de la CVEC perçu soit affecté au Fonds de Solidarité des Initiatives Étudiantes (FSDIE).

Article 8 - Délégation opérationnelle au Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE)

L'examen détaillé des projets associatifs et des demandes d'aides sociales individuelles est délégué à la Commission FSDIE (réglée par ses propres textes). La Commission CVEC s'assure que la part dédiée à l'aide sociale ne dépasse pas 30 % de l'enveloppe du FSDIE.

Article 9 - Financement des projets pluriannuels et récurrents

Afin d'accompagner les initiatives structurantes sur le long terme, la Commission doit examiner et émettre un avis sur les projets s'étalant sur plusieurs années universitaires ou présentant un caractère récurrent.

Pour être recevable et instruit, tout projet de ce type doit obligatoirement intégrer, dès son dépôt initial :

- Un échéancier de réalisation et de déploiement couvrant la durée totale de l'action.
- Une enveloppe budgétaire pluriannuelle, détaillant précisément la part de financement CVEC sollicitée année par année.

Afin de garantir la bonne gestion des deniers publics, l'engagement financier de la Commission sur les années ultérieures n'est pas automatique. Il reste strictement conditionné à la présentation d'un bilan d'étape annuel satisfaisant par le porteur de projet, et à la disponibilité effective des fonds de la CVEC pour l'exercice budgétaire concerné.

Par ailleurs, en cas de modification substantielle de l'enveloppe budgétaire initiale ou de l'échéancier en cours de réalisation, le projet devra obligatoirement faire l'objet d'un nouvel examen et d'un nouvel avis de la Commission CVEC.

TITRE IV - MODE OPÉRATOIRE ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS

Article 10 - Porteurs de projets

Afin de garantir un traitement optimal des demandes, peuvent déposer un projet :

Auprès de la Commission CVEC : Les composantes, services et directions de l'établissement, ainsi que les partenaires institutionnels dans le cadre de conventions ou cofinancements, lorsque le projet bénéficie directement aux étudiants.

Auprès de la Commission FSDIE (selon les modalités de son propre règlement) : les associations étudiantes domiciliées à l'Université de La Réunion ou au Crous de La Réunion et de Mayotte, Les étudiants porteurs individuels de projets à intérêt collectif, les associations des établissements partenaires conventionnés avec l'Université de La Réunion. Ces associations sont soumises aux mêmes dispositions que les associations domiciliées à l'Université de La Réunion.

Article 11 - Procédure de dépôt des projets

Les projets doivent répondre aux thématiques de l'Article 2. Les modalités de présentation sont les suivantes :

Tout porteur de projet doit obligatoirement remplir un dossier de demande de subvention CVEC, détaillant les objectifs, le public visé, le budget prévisionnel et le calendrier de réalisation.

Les dossiers doivent être transmis au secrétariat de la commission dans les délais impartis par les appels à projets semestriels ou annuels. Tout dossier incomplet ou hors délai sera déclaré irrecevable.

Article 12 - Critères d'inéligibilité d'un dossier

Afin de garantir le respect du cadre légal de la CVEC, un dossier déposé sera déclaré inéligible et ne pourra faire l'objet d'une instruction s'il concerne :

- Des dépenses relevant des missions d'enseignement et de recherche de l'établissement (achat de matériel purement pédagogique, rémunération d'heures d'enseignement, etc.), à l'exception des pratiques sportives et culturelles ou en lien avec la prévention et la promotion de la santé, menées dans le cadre d'une unité d'enseignement (UE) non obligatoire.
- Des projets sans bénéfice direct et majoritaire pour la communauté étudiante (notamment les événements, aménagements, équipements ou colloques exclusivement ou majoritairement destinés aux personnels enseignants, chercheurs, administratifs, ou à un public extérieur).
- Des dépenses de fonctionnement courant et de maintenance classique de l'établissement (loyers, fluides, travaux structurels sans lien direct avec un nouveau service de vie de campus).
- Des projets à caractère discriminatoire, ou présentant un caractère de prosélytisme politique, religieux ou syndical.

Article 13 - Instruction et circuit de décision

Le secrétariat de la commission accuse réception des dossiers, vérifie leur éligibilité juridique et financière, et prépare une synthèse pour les membres de la Commission

Les porteurs de projets structurants peuvent être invités à présenter brièvement leur dossier et à répondre aux questions des membres de la commission.

Les propositions de financement actées par la Commission CVEC sont présentées à la CFVU pour avis, puis soumises au Conseil d'Administration pour approbation finale. Un projet ne peut débuter sans cette validation.

Un porteur de projet peut demander un réexamen gracieux d'une décision défavorable dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification, en apportant des éléments nouveaux. Le Président de la commission décide de l'inscription à l'ordre du jour de la séance suivante.

TITRE V - COMMUNICATION ET ÉVALUATION

Article 14 - Évaluation et bilan des actions financées

Conformément aux exigences de la circulaire du 23 mars 2022 relative au soutien aux initiatives étudiantes, l'attribution d'un financement CVEC implique une obligation stricte de reddition de comptes.

Article 15 - Obligations des porteurs de projets

Tout projet soutenu doit faire l'objet d'un suivi strict.

À cet effet, toute action financée par la CVEC doit obligatoirement faire figurer la mention « Financé par la CVEC » et les logos officiels de l'Université sur l'ensemble de ses supports de communication.

Les bénéficiaires disposent d'un délai de deux mois après la réalisation de l'action pour fournir un bilan qualitatif et financier (avec pièces justificatives).

Article 16 - Rapport annuel de la Commission CVEC

Sur la base des bilans fournis par les porteurs de projets et réceptionnés par le service instructeur, ce dernier consolide annuellement les données. La Commission CVEC examine ce bilan global d'activité et d'utilisation du produit de la CVEC.

Afin de garantir la transparence de la démarche, ce rapport annuel de la vie de campus est ensuite obligatoirement présenté pour avis à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), puis soumis à l'approbation du Conseil d'Administration (CA).

Une fois approuvé, et conformément à l'article D. 841-9 du Code de l'éducation, ce rapport annuel est transmis au Recteur de région académique. Ses données font également l'objet d'une remontée aux services du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) et au CNOUS dans le cadre de l'évaluation nationale de la CVEC.

Article 17 – Approbation et entrée en vigueur

Le présent règlement est approuvé par le Conseil d'Administration de l'Université de La Réunion, après avis de la Commission des statuts et du règlement intérieur (CSRI), du Comité social d'administration d'établissement (CSAE) et de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU).

Il entre en vigueur à compter de son approbation par le Conseil d'Administration et peut être modifié dans les mêmes formes et selon la même procédure.

Commission de la formation et de la vie universitaire du 21 avril 2026

Commission des Statuts et du règlement intérieur du 22 avril 2026

Comité social d'administration d'établissement du 27 avril 2026

Conseil d'administration du 07 mai 2026